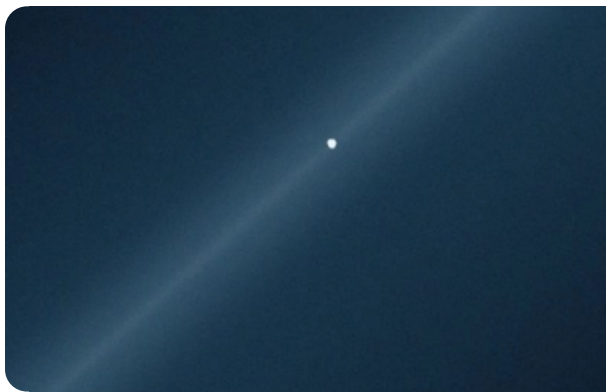




COMMON
LIMITS

MANIFESTE

Parce qu'il n'y aura ni paix, ni justice, ni dignité sans respect des limites de notre planète, Common Limits agit pour faire du **respect des limites planétaires et de la justice sociale** la boussole du bien-vivre ensemble.



« Regardez encore ce point. C'est ici. C'est notre foyer. C'est nous. Dessus se trouvent tous ceux que vous aimez, tous ceux que vous connaissez, tous ceux dont vous avez entendu parler, tous les êtres humains qui aient jamais vécu [...]. La Terre est jusqu'à présent le seul monde connu à abriter la vie. Que cela nous plaise ou non, pour le moment, c'est le seul endroit où nous pouvons vivre. [...] Pour moi, cela souligne notre responsabilité de nous traiter les uns les autres avec plus de bienveillance, et de préserver et chérir ce point bleu pâle, le seul foyer que nous ayons jamais connu. »

Carl Sagan, Pale blue dot, 1994.

Notre constat

L'habitabilité de notre planète, notre seule maison, est désormais en danger. Et avec elle, c'est notre capacité à y mener une vie digne qui est menacée. Pénuries d'eau, catastrophes climatiques, recrudescence des cancers et autres maladies environnementales, hausse du coût de la vie, difficultés pour des millions de personnes à subvenir à leurs besoins essentiels, montée des conflits et des tensions géopolitiques... S'ils semblent déconnectés les uns des autres, ces phénomènes sont en réalité les symptômes d'un système profondément inégalitaire qui se heurte frontalement aux limites physiques de notre planète. Un modèle productiviste, capitaliste, patriarcal et colonial qui, au fil des siècles, a accru l'injustice sociale tout en menant au dépassement des limites planétaires, à l'effacement de la diversité des modes de vie et à la poursuite de l'exploitation des pays du Sud global.



Contrairement à ce que souhaite faire croire le récit économique dominant, une croissance illimitée dans un monde fini est impossible. C'était déjà la conclusion du rapport Meadows il y a 50 ans¹. La "croissance verte" postule de manière trompeuse qu'il serait envisageable de concilier croissance économique et réduction significative de notre empreinte écologique. Dix ans après l'Accord de Paris et quarante ans après la naissance du développement durable, qui devaient permettre d'opérer la "transition", nous avons en réalité continué dans la même direction mortifère pour l'ensemble du vivant.

Aujourd'hui, « nous entrons dans le capitalisme de la finitude » écrit le philosophe Arnaud Orain². À mesure que les tensions sociales et environnementales s'accroissent, ce modèle se montre de plus en plus autoritaire, prédateur et impérialiste. In fine, l'habitabilité de la planète ne pourra être préservée que si nous décidons collectivement de changer de trajectoire.

Nous avons franchi la ligne rouge écologique.

Depuis les années 50, nous vivons une "grande accélération"³ des activités humaines, alimentée par la consommation de masse, un système agroalimentaire industrialisé, la mondialisation, la financiarisation puis la numérisation. La poursuite de cette croissance ne s'accompagne plus d'une amélioration du bien-être⁴ ni d'une réduction des inégalités dans les pays riches. Elle a pour conséquence une augmentation exponentielle des dégâts écologiques et de zones de sacrifice, ainsi que de la consommation d'eau, d'énergie, de matériaux et de produits agricoles - très largement au profit des pays du Nord global⁵ - dépassant désormais les limites physiques de notre planète. Contrairement à certains peuples qui considèrent la Terre comme un organisme vivant dont les cycles naturels et les limites doivent être respectés, la vision occidentale anthropocentrique réduit le reste du monde vivant à une ressource indéfiniment exploitable. Cette vision hégémonique est incompatible avec les limites physiques de la planète car elle conduit par essence à extraire, produire, consommer et jeter toujours plus.

Résultat, en 2025, selon les chercheurs du Stockholm resilience center à l'origine du concept, sept limites planétaires sur neuf ont été dépassées⁶. Désormais, ce sont le changement climatique, l'effondrement de la biodiversité, le dérèglement du cycle de l'eau, des cycles de l'azote et du phosphore, le changement d'usage des sols, la pollution chimique et l'acidification des océans qui ont franchi ce seuil fatidique. Le vivant s'effondre à une vitesse jamais vue, et avec lui les équilibres naturels qui en dépendent. Les populations d'espèces animales vertébrées sauvages ont ainsi reculé de 73% en seulement 50 ans⁷.

Le cycle de l'eau quant à lui est désormais profondément dérégulé, si bien qu'un rapport récent de l'ONU constate que le monde est désormais en "faillite hydrique"⁸. De plus, la Terre serait au bord de plusieurs points de bascule comme le dépérissement d'une partie de la forêt amazonienne, la fonte des calottes polaires et l'effondrement de la principale circulation océanique de l'Atlantique, qui pourrait provoquer des hivers polaires en Europe. Nous avons probablement déjà franchi l'un de ces seuils irréversible, celui de la disparition des coraux d'eau chaude⁹.

Parallèlement, en raison d'un modèle économique intensifiant l'extractivisme, certains matériaux s'épuisent ou vont venir à manquer dès les prochaines décennies¹⁰. Par l'importance de leur impact écologique, le développement fulgurant de l'intelligence artificielle et la forte croissance des investissements militaires sont des facteurs d'accélération majeurs des dépassements écologiques pour les décennies à venir.

¹ Donella Meadows, Dennis Meadows, Jørgen Randers, William Behrens III, *The Limits to Growth*, 1972.

² Arnaud Orain, *Le monde confisqué*, Editions Flammarion, 2025.

³ Steffen, W. et al., *The trajectory of the Anthropocene: The Great Acceleration*, *The Anthropocene Review*, 2015.

⁴ Self-reported life satisfaction vs. GDP per capita, *Our world in data*, 2024.

⁵ Les pays à faible revenu consomment six fois moins de matériaux et génèrent dix fois moins d'incidences sur le climat que les pays à revenu élevé selon l'UNEP - Global resources outlook, 2024.

⁶ Planetary health check, Potsdam Institute for Climate Impact Research, 2025.

⁷ Living Planet Index, WWF & Zoological Society of London, 2024.

⁸ Global Water Bankruptcy: Living Beyond Our Hydrological Means in the Post-Crisis Era, United Nations University (UNU-INWEH), 2026.

⁹ Global Tipping Points Report, 2025.

¹⁰ Global Critical Minerals Outlook, AIE, 2024.



Cette faillite écologique aggrave l'iniquité.

Loin de “ruisseler” au bénéfice de tous et toutes, le modèle actuel concentre toujours plus les richesses en faveur d’une minorité. Les 10 % les plus fortunés de la planète détiennent désormais les trois quarts de la richesse mondiale, et les ultra riches (les 0,001 % les plus aisés) possèdent trois fois plus que la moitié de l’humanité¹¹. Ces inégalités progressent et s’observent au sein de chaque pays, mais aussi à l’échelle globale, où l’accumulation des richesses dans les pays du Sud se poursuit en les maintenant sous le joug de la dette. Pour soutenir leur mode de vie, les états du Nord global dépendent des matériaux extraits, des produits fabriqués et des déchets exportés dans les pays les plus pauvres, poursuivant in fine un système colonial. Cette logique se perpétue par exemple avec le discours de la “transition énergétique”, qui s’appuie notamment sur un besoin élevé en métaux et en terres, conduisant à un nouveau colonialisme qualifié de “vert”.

Parallèlement, les discriminations racistes, validistes et de genre persistent. Ces souffrances sociétales issues d’oppressions systémiques sont aggravées par les impacts environnementaux dont les personnes précaires et discriminées sont les premières victimes¹². Un milliard de personnes vivent aujourd’hui avec des troubles de santé mentale, souvent aggravés par des conditions de vie précaires¹³, des inégalités croissantes et l’angoisse d’un avenir incertain. Chez les jeunes, dont 50% se déclarent très préoccupés par le changement climatique, l’écoanxiété vient s’ajouter à ces troubles¹⁴.

Ces facteurs alimentent de graves crises politiques.

Les fragiles fondements du droit international et du multilatéralisme bâtis au sortir de la seconde guerre mondiale sont désormais violemment attaqués. L’impérialisme, les conflits et les tensions géopolitiques s’intensifient dans une compétition pour les ressources¹⁵. Les financements humanitaires émanant du Nord global sont en chute libre, alors que parallèlement les budgets dédiés à l’armement s’accroissent fortement¹⁶. La montée de la précarité et le délitement de la protection sociale alimentent la montée de l’extrême droite¹⁷, qui s’organise à l’échelle internationale pour affaiblir les formes de gouvernance démocratique, la protection des droits humains, ceux de la nature ainsi que la capacité des peuples à décider collectivement de leur avenir. Désormais, près de trois quarts de la population mondiale vit dans une autocratie¹⁸. Globalement, la liberté d’expression, d’association et de manifestation sont en recul¹⁹. L’ingérence des intérêts privés met toujours plus en péril la démocratie, les droits sociaux et les progrès environnementaux via la prise de contrôle d’un nombre croissant de médias²⁰ et d’outils numériques, un puissant lobbying au niveau national et international²¹ et un financement des campagnes électorales.

Depuis 50 ans, ni les sommets, ni les conférences internationales, ni les COP, n’ont permis d’enrayer l’aggravation de cette polycrise écologique, sociale et politique, car ils n’ont jamais traité ses causes structurelles. **Il est urgent de changer de récit collectif et de modèle économique, avant que d’autres points de bascule sociaux et environnementaux ne soient franchis.** Alors, comment pouvons-nous encore agir pour bâtir une société plus juste qui respecte les limites planétaires ?

¹¹ World inequality report, 2026.

¹² Rapport sur les objectifs de développement durable, ONU, 2019.

¹³ Rapport du GIEC, 2023.

¹⁴ L’économie du burnout : pauvreté et santé mentale, rapport du rapporteur spécial sur les droits de l’homme et l’extrême pauvreté de l’ONU, Olivier de Schutter, 2024.

¹⁵ Climate anxiety in children and young people and their beliefs about government responses to climate change: a global survey, Hickman, Caroline et al., The Lancet Planetary Health, 2021.

¹⁶ Natural resources and conflict, UNEP, 2014.

¹⁷ Appel pour le plan humanitaire 2026 de l’ONU, 8 décembre 2025

¹⁸ Le populisme d’extrême droite et l’avenir de la protection sociale, rapport du rapporteur spécial sur les droits de l’homme et l’extrême pauvreté de l’ONU, 2025.

¹⁹ 25 Years of Autocratization - Democracy Trumped?, V-Dem institute, 2025.

²⁰ Bilan des journalistes tués, détenus, otages et disparus dans le monde, RSF, 2025 - Répression par l’État des manifestations et de la désobéissance civile environnementale, rapporteur spécial de l’ONU sur les défenseurs de l’environnement, Michel Forst, 2024.

²¹ Reporting Facts: Free from Fear or Favour, UNESCO, 2020.

²² Moyens financiers de lobbying : un déséquilibre entre entreprises et ONG qui menace l’intérêt général, Transparency international France, 2025.



Notre vision

Common Limits défend un changement de paradigme économique, juridique et philosophique afin de refonder **un monde en paix et solidaire**. Un monde où la prospérité ne se mesure plus à l'accumulation matérielle mais à l'accès aux besoins essentiels, à la santé des écosystèmes, à la qualité des liens, au temps disponible et à la possibilité pour chacun·e de mener une vie digne dans les limites de la planète et des milieux de vie, comme le font depuis longtemps les peuples autochtones et les communautés traditionnelles.

Pour y parvenir, une boussole doit nous servir de guide : le respect des limites planétaires et de la justice sociale.

L'approche en silo, qui consiste à contenir ou faire reculer les symptômes (émissions de gaz à effet de serre, surpêche, pauvreté, déforestation...) est bien sûr nécessaire, mais reste insuffisante. Lui substituer **une approche systémique** des enjeux écologiques et sociaux est indispensable pour **faire émerger les causes de la faillite du système actuel**.

Elle permet également d'**écarter les fausses solutions présentées comme "vertes"**. La focalisation quasi-exclusive sur le changement climatique laisse le champ libre à la compensation, la géoingénierie ou toute autre forme de technosolutionisme, qui reportent en réalité les impacts sur d'autres limites écologiques ou mènent à l'épuisement accéléré des ressources. Instrumentalisées par certains acteurs économiques et politiques, elles bloquent et retardent l'action de rupture nécessaire.

Penser en tant que système Terre permet d'**identifier les leviers d'action systémiques**, ceux qui permettent réellement de respecter l'ensemble des limites planétaires et sociales. C'est par exemple le cas de **la sobriété** au sens du GIEC, c'est-à-dire la réduction de la consommation d'énergie, d'eau, de matériaux et de terres agricoles, tout en garantissant le bien-être de tout.es. Face aux dépassements écologiques en cours, seul un modèle de post-croissance basé sur une sobriété organisée collectivement et accompagné d'une démilitarisation, peut permettre de respecter les limites planétaires tout en préservant l'équité et les droits humains.

Pour voir le jour, une transition juste doit s'accompagner d'un **changement de gouvernance** vers une démocratie participative qui écarte les intérêts privés des processus de décision, et offre aux communautés locales et aux peuples autochtones la possibilité de décider par eux et elles-mêmes sur leur territoire.



12 leviers d'action systémiques

De notre vision découlent douze leviers d'action, qui sont pour Common Limits à la fois des positionnements et des axes de travail. Ils sont complémentaires les uns des autres mais tous nécessaires dans une perspective systémique, afin de changer de trajectoire et de bâtir un monde plus juste respectant les limites planétaires.

- **Intégrer** les limites planétaires et sociales à toutes les échelles de la gouvernance.
- **Bifurquer** vers une économie de post-croissance basée sur la sobriété au sens du GIEC, en s'appuyant sur de nouveaux indicateurs au-delà du PIB.
- **Planifier** une sortie juste et rapide des énergies fossiles.
- **Tendre** vers une société post-extractiviste.
- **Stopper** la production de déchets et de polluants.
- **Transformer** le système agricole en faveur d'une agroécologie paysanne.
- **Défendre** l'équité en combattant les inégalités et en libérant les pays du Sud global du fardeau néocolonial.
- **Sanctuariser** les « Communs Globaux Environnementaux ».
- **Soutenir** des gouvernances locales s'appuyant sur le biorégionalisme et les Territoires de Vie, inspirées des pratiques des peuples autochtones et communautés locales.
- **Légiférer** pour faire advenir un droit écocentré, reconnaissant la nature comme une entité vivante dotée de droits propres.
- **Sortir** des fausses solutions : en finir avec la marchandisation du vivant, le technosolutionnisme et les logiques de compensation.
- **Écarter** les lobbys des instances décisionnaires.

Nous sommes la première génération à pouvoir mesurer avec autant de précision les limites physiques de notre planète. Et peut-être la dernière à pouvoir encore choisir collectivement une trajectoire permettant de préserver des conditions de vie favorables pour toutes et tous.

Le défi de notre siècle n'est pas seulement climatique ou écologique, mais civilisationnel. Il nous oblige à repenser ce que signifient consommer, produire, habiter, partager, gouverner. Il nous pousse à sortir d'un modèle fondé sur la domination, l'accumulation infinie et l'exploitation des humains, des animaux et des écosystèmes.

Nous défendons une société pluriverselle capable de respecter les limites de notre planète tout en garantissant à chacun-e une vie digne, libre et désirable. Une société fondée sur le soin, la solidarité et l'interdépendance avec le monde vivant. Il ne s'agit pas seulement d'éviter le pire, mais de **rendre possible le bien-vivre ensemble sur une Terre habitable.**



COMMON
LIMITS